



Télécharger sous pdf | s'abonner gratuitement | Numéros précédents disponible en [espagnol](#), en [portugais](#) et en [anglais](#)

## MOUVEMENT MONDIAL POUR LES FORÊTS TROPICALES

### Bulletin Mensuel - Numéro 171 - Octobre 2011

#### NOTRE OPINION

- [La souveraineté alimentaire et la “redécouverte” de la biodiversité](#)

#### SOUVERAINETE ALIMENTAIRE ET BIODIVERSITE

- [Les forêts et la souveraineté alimentaire : les enfants de la forêt ont la parole](#)
- [Sans diversité biologique, point de souveraineté alimentaire](#)
- [Nyeléni : un nom de femme pour la lutte pour la souveraineté alimentaire](#)
- [La technologie Terminator dans la culture d'aliments et d'eucalyptus transgéniques : une menace pour la souveraineté alimentaire](#)

#### MENACES A LA SOUVERAINETE

- [Ouganda : l'entreprise New Forests Company. Le FSC légitime l'expulsion de milliers de personnes et la vente de crédits de carbone](#)
- [Uruguay : l'industrie forestière et cellulosique met en échec la région laitière](#)
- [Indonésie : REDD+, l'industrie minière et les plantations de palmier à huile menacent les moyens d'existence](#)
- [Colombie : les plantations forestières menacent la souveraineté territoriale et alimentaire](#)

#### NOUVELLES BRÈVES

- [Belo Monte est occupé !](#)
- [Enquête sur le bulletin du WRM](#)
- [Déclaration « Arrêtez l'expansion des plantations industrielles d'arbres ! »](#)
- [Le WRM dans Facebook](#)

#### NOTRE OPINION

– La souveraineté alimentaire et la “redécouverte” de la biodiversité

Cela fait des milliers d'années que les femmes surtout, mais aussi les hommes, de différents peuples des endroits les plus divers du monde, garantissent la souveraineté alimentaire en se basant sur la diversité biologique des régions qu'ils

habitent. Avec sagesse, ils ont su distinguer et utiliser les semences, les racines, les fruits, les feuilles, les arbres, les arbustes, les plantes médicinales, les animaux, les poissons et bien d'autres choses.

Or, notre monde qu'on appelle moderne a réussi à réduire radicalement la richesse de la biodiversité, en introduisant la monoculture à grande échelle pour produire des aliments et d'autres produits, comme le bois.

Tandis que les défenseurs de la méthode de la monoculture affirment qu'elle a produit davantage de grains et de nourriture, on constate qu'elle a diminué la souveraineté alimentaire.

Curieusement, au cours des dernières décennies, et surtout récemment, la biodiversité semble avoir éveillé l'intérêt des grandes entreprises qui ont tant défendu la monoculture et contribué à réduire la diversité biologique. Quelle en est la raison ?

En plus du brevetage des semences, en place depuis des années, d'autres éléments de la biodiversité attirent depuis peu l'attention des grands capitaux, à mesure que ces éléments se raréfient : l'eau, la régulation du climat, la conservation du sol, etc.

Les divers articles du présent bulletin portent sur la nouvelle menace que représente la « redécouverte » de la diversité biologique par les sociétés transnationales, par exemple lorsqu'elles prétendent vendre des services environnementaux. Cela peut avoir de profondes répercussions sur la vie des personnes, comme le montre le projet de l'entreprise britannique *New Forests Company* en Ouganda. Cette entreprise, qui a reçu le label vert du FSC, a expulsé 22 000 personnes pour faire des plantations d'arbres en régime de monoculture destinées à la vente du service environnemental du carbone, mettant ainsi en grave danger la souveraineté alimentaire d'une population entière.

Nous avons consacré ce bulletin aux peuples qui résistent à la tentative de marchandisation de la nature et qui essaient de défendre leurs territoires et toute la biodiversité qu'ils contiennent. Nous appuyons La Vía Campesina qui, en ce mois d'octobre, accompagnée d'autres organisations, a exercé des pressions sur la FAO à Rome et, en particulier, sur la Commission de sécurité alimentaire mondiale, pour que soit interdit le 'land grabbing', l'accaparement de terres par des investisseurs, des États et des entreprises étrangères, lequel a lieu surtout en Afrique. Ce processus encourage la monoculture, les agrocombustibles et l'appropriation et la vente des services environnementaux. D'après Oxfam, près de 227 millions d'hectares seraient déjà vendus ou cédés en concession, une superficie équivalente à celle de tout le Nord-Ouest de l'Europe, ce qui montre la profonde injustice sociale et environnementale du modèle. Nous nous faisons l'écho de l'appel pour que la FAO prenne des mesures qui garantissent les droits des paysans à leurs terres et à leurs ressources naturelles !

Pour finir, une bonne nouvelle qui nous stimule et nous encourage : l'organisation GRAIN qui, depuis de nombreuses années, avertit sur la destruction de la biodiversité et défend la souveraineté alimentaire, a remporté le *Right Livelihood*

*Award*, une sorte de Prix Nobel alternatif, pour son travail contre l'accaparement de terres et en défense de l'agriculture paysanne. Nous l'en félicitons !

[index](#)

---

## **SOUVERAINETE ALIMENTAIRE ET BIODIVERSITE**

### **– Les forêts et la souveraineté alimentaire : les enfants de la forêt ont la parole**

La souveraineté alimentaire, qui se centre sur l'autonomie locale, les marchés locaux et l'action communautaire, et qui inclut des aspects tels que la réforme agraire, le contrôle du territoire, la biodiversité, la coopération, la santé et beaucoup d'autres thèmes liés à la production d'aliments, devient un processus de résistance populaire. Comme nous l'avons dit dans le Bulletin n° 115, le concept de souveraineté alimentaire, en plus d'être enraciné dans les mouvements sociaux qui poussent en avant cette lutte, leur permet de s'agglutiner autour d'un accord commun quant aux objectifs et aux actions.

Nous disions aussi que l'avancée de l'agro-industrie et de ses plantations en régime de monoculture pour l'exportation, la destruction de la biodiversité et l'imposition des OGM, l'exploitation pétrolière qui empoisonne et détruit tout autour d'elle, la fermeture de zones de forte diversité pour le tourisme ou le biopiratage (l'appropriation des ressources génétiques et des connaissances des communautés locales par des entreprises qui cherchent à en avoir le monopole au moyen de brevets ou de droits de propriété intellectuelle), menacent et portent atteinte aux paysans comme aux paysannes, et aux peuples qui habitent la forêt. Et quand on détruit la forêt, on détruit un espace de souveraineté alimentaire.

Ainsi, la lutte pour la défense des forêts devient aussi une lutte pour la souveraineté alimentaire car, pour les habitants de la forêt, celle-ci est tout. Elle est surtout l'endroit où ils obtiennent, parmi bien d'autres choses, leur nourriture, par des moyens appropriés à leurs circonstances écologiques, sociales, économiques et culturelles, comme le reconnaît le concept de souveraineté alimentaire.

Le WRM dénonce depuis de nombreuses années l'artifice mortel monté par la FAO, et secondé par les autres organismes internationaux, qui consiste à considérer les plantations industrielles d'arbres comme une catégorie de « forêts ». Ce qui pourrait paraître une simple erreur de définition a des conséquences très graves, puisque les plantations d'arbres en régime de monoculture ont profité de leur prétendue condition de « forêts » pour remplacer des écosystèmes riches en diversité biologique et, parmi eux, les vraies forêts.

Cette année, nous avons proposé de « définir la forêt par sa véritable signification ». Dans ce sens, nous avons produit une vidéo où nous avons enregistré les témoignages des habitants des forêts de différents pays et continents, hommes et femmes, indigènes et paysans, qui parlent de l'importance de la forêt dans leurs vies et qui, à notre avis, reflètent fidèlement toutes les voix de la forêt.

Ces voix comptent. Depuis l'État de Paraná, au Brésil, Jonas Aparecido de Souza

raconte que « la selva donne tout ce qu'il faut à la communauté, l'eau de bonne qualité, la nourriture qu'on y trouve, le bois même, pour construire la plupart des maisons familiales. Elle donne une partie de sa végétation, sous la forme de plantes médicinales, aux communautés qui ont les connaissances nécessaires pour les utiliser ; elle donne des grains pour faire des objets artisanaux, de sorte qu'elle est aussi une source de revenus pour les familles. Elle donne aussi le sol, qui est toujours enrichi grâce à la manière dont les familles utilisent la forêt pour produire leur propre nourriture. Donc, la selva est tout ce qui est bon pour la communauté... Si on nous l'enlève, les familles vont perdre leur autonomie, elles ne réussiront pas à survivre ici. Elles devront partir, s'installer à un endroit qui ne correspond pas à leur mode de vie, aller à la ville, à la périphérie de la ville, et adopter un mode de vie qui ne leur est pas habituel... Quand ces familles quittent la selva et vont à un endroit qui ne convient pas à leur mode de vie, à leur culture, elles sont soumises à un processus de déshumanisation, elles perdent les caractéristiques des peuples de la selva ».

Le chef d'une communauté Bakumbule du territoire Walikale, en République démocratique du Congo, dit que « la forêt nous apporte beaucoup. Elle nous protège, nous donne de l'air ; nous y cultivons la terre et cela nous permet de nous nourrir. Dans la forêt nous mangeons de la viande, la viande d'animaux sauvages, et il y en a de toutes sortes, et des aliments végétaux de toutes sortes. Nous mangeons tout cela et nous cueillons aussi d'autres choses pour être bien nourris et pour obtenir toutes les protéines qu'il nous faut. Après avoir mangé, nous allons dans la forêt pour nous laver. Quand nous regardons la forêt, nous savons que notre bonheur est là. En ce moment, notre situation est difficile parce qu'il y a eu une guerre, nous traversons une période très compliquée, mais dès que nous pourrions retourner dans ma forêt nous serons tous en bonne santé parce que nous y trouverons tout ce qu'il nous faut pour manger et bien vivre ».

Pour Francisca, membre des Arara qui vivent dans la forêt d'Acre, « la selva est importante parce que c'est là que nous trouvons l'eau potable et que nous élevons nos enfants. Nos parents nous ont élevés ici, et c'est ici qu'ils ont trouvé ce qu'il fallait pour subsister. Sans la selva, nous ne pourrions pas vivre en paix. Nous avons peur qu'elle disparaisse et que nous, les Arara, devions aller dans les villes. Là, la vie est très difficile, nous devons acheter des aliments industrialisés, ou mendier ou nous prostituer si nous n'avons pas d'argent. Aujourd'hui, nous respirons l'air pur de la selva et nous avons de l'eau propre et de la nourriture, et ce qu'il nous faut pour construire nos maisons. Bien que notre selva soit grande nous voyons les problèmes qui existent, nous voyons que l'abattage d'autres forêts, les plantations et les changements qui se produisent ont des effets sur notre terre. Les fleuves ne sont plus ce qu'ils étaient. Cela nous inquiète, et en voyant tous les arbres qu'on est en train de couper, nous ne savons pas ce que nous allons faire, même si nous préservons ce petit morceau de selva. Certains disent qu'ils veulent reboiser, mais nous savons qu'une zone reboisée n'est jamais pareille à la forêt vierge, elle est très différente ».

Dans des continents différents, des groupes différents qui parlent des langues différentes ont pourtant des sentiments et des points de vue très semblables.

Dans la communauté indigène pygmée de la province de Nord Kivu, en République démocratique du Congo, un des leaders qui travaille pour la défense des peuples autochtones de la région dit que la forêt et les peuples indigènes peuvent être décrits comme « des amis inséparables », parce que « la vie d'un Pygmée dépend entièrement de la forêt, son foyer par excellence. Je peux dire que, sans la forêt, il n'y a pas de vie pour les peuples indigènes. En plus de toutes les activités de production d'aliments, nous utilisons notre savoir traditionnel pour protéger et gérer la forêt et pour y faire des activités qui font partie de notre culture unique. Cela veut dire que la disparition de la forêt entraînerait la disparition totale des peuples indigènes ».

Lucas, du peuple indigène Manchineri, vit dans la forêt de l'État d'Acre, au Brésil. Pour lui, la forêt est importante « parce que c'est là que nous vivons et que nous obtenons notre subsistance. Pour nous, la forêt est la vie ; tant qu'elle sera sur pied, il y aura plusieurs sortes d'animaux que nous pourrions manger ; nous y avons aussi des cultures que nous faisons avec beaucoup de soin. Si la forêt disparaît, nous ne saurons plus où chercher les ressources dont nous avons besoin, nous n'aurons plus de protection parce que, pour les Manchineri, la forêt est notre protectrice. Il y aura beaucoup de problèmes de santé et de manque d'aliments dans notre territoire indigène ».

Mijak est membre d'un « Orang Rimbo », c'est-à-dire d'un peuple forestier. Il vit en Makekal Ulu, une des zones habitées par les Orang Rimbo, autour du parc national Bukit 12 d'Indonésie. Mijak dit : « La vie de notre communauté dépend de la forêt. Si celle-ci est endommagée ou détruite, nos traditions et notre culture disparaîtront ».

Dans le village de Kisimba en territoire Walikale, en RDC, une femme explique pour quoi les femmes en particulier ont besoin de la forêt : « parce que c'est là que nous trouvons tout ce qu'il nous faut pour nourrir nos familles. Et si quelqu'un nous disait de quitter la forêt nous serions très en colère, parce que nous ne pouvons pas imaginer une vie ailleurs que dans la forêt ou près d'elle, parce que c'est là que nous trouvons du bois de feu, que nous faisons nos cultures. Nous avons toutes sortes de végétaux et de plantes comestibles et de fruits. Les femmes attrapent des écrevisses et pêchent dans les ruisseaux, et il y a des animaux de toutes sortes que nous pouvons manger et qui nous donnent des forces et de l'énergie, des protéines et tout ce qu'il nous faut pour vivre bien » :

La souveraineté alimentaire est une notion agglutinante qui croît, s'approfondit et va bien au-delà de l'agriculture pour embrasser la forêt, un des écosystèmes terrestres les plus divers et prolifiques, source de nourriture pour les peuples qui l'habitent et pour la planète entière. Pour cette raison, la lutte pour la souveraineté alimentaire implique aussi de défendre la forêt, et la défense de la forêt implique, entre autres choses, de la définir en lui donnant sa véritable signification.

Nous vous invitons à regarder et à divulguer la vidéo de la campagne du WRM pour une véritable définition des forêts – Bosques, mucho más que un montón de árboles – à l'adresse

[http://www.wrm.org.uy/forests/Forests\\_Much\\_more\\_than\\_a%20lot\\_of\\_trees.htm](http://www.wrm.org.uy/forests/Forests_Much_more_than_a%20lot_of_trees.htm).

Sous-titrée en anglais, cette vidéo sera bientôt traduite en plusieurs langues.

---

## **– Sans diversité biologique, point de souveraineté alimentaire**

La monoculture à grande échelle pour la production d'aliments a été introduite en même temps que les « paquets technologiques » de la « révolution verte » qui, au fil des ans, ont empoisonné et appauvri la diversité biologique. Cela a touché surtout les femmes parce que, dans beaucoup de communautés du monde, elles sont les principales responsables de la santé, de l'approvisionnement en eau et de la production d'aliments, et que toutes ces activités sont étroitement liées à la conservation de la biodiversité. Alors qu'une bonne partie de cette diversité a déjà disparu, les plantations industrielles de soja, de maïs, d'eucalyptus, etc., continuent d'avancer. Dans leurs définitions, des organismes officiels comme la FAO soutiennent et renforcent le système de la monoculture, en appelant « forêts » les plantations industrielles d'eucalyptus transgéniques et, de ce fait, n'accordant aucune considération à l'énorme biodiversité d'une forêt véritable.

Les défenseurs de la monoculture à grande échelle ont toujours mis en avant la prétendue « productivité » de ce système qui, pourtant, n'a pas réussi à éviter que près d'un milliard de personnes souffrent de la faim dans le monde. Il convient de préciser que cette « productivité » est sérieusement remise en question, même par la science. La principale étude en la matière aux États-Unis a constaté que l'agriculture sans produits chimiques était très supérieure à l'agriculture conventionnelle en ce qui concerne la productivité et la viabilité [1]. En outre, on constate aussi que, malgré toutes les pressions qu'ils ont subies, ce sont les paysans qui produisent la plupart des aliments consommés au monde.

Et ce sont précisément ces paysans et paysannes, organisés dans La Vía Campesina, qui ont développé dans les années 1990 la notion de souveraineté alimentaire. Il s'agit d'un concept large, qui comprend des approches destinées à combattre et à remplacer les politiques néolibérales responsables du maintien du modèle de développement dominant, fondé sur le commerce et sur la production industrielle de produits agricoles et d'aliments. Ces politiques, véhiculées en bonne partie par le « cadre » défini par l'Organisation mondiale du commerce, le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et d'autres organismes qui interviennent dans la politique économique et financière internationale, ont été responsables de l'expulsion continue des paysans et du contrôle croissant qu'exercent certaines sociétés transnationales sur la chaîne productive, de la production de semences à la vente de grains. Ces facteurs ont provoqué une diminution de la souveraineté alimentaire.

Dans cette même logique, une méthode d'appropriation et de privatisation des semences, dénommée « brevetage », est appliquée depuis quelques décennies. Aujourd'hui, beaucoup de paysans sont obligés d'acheter des semences et de payer des redevances à une poignée d'entreprises transnationales qui en sont les « propriétaires ». Ainsi, ils perdent leur liberté de reproduire la vie sur la terre, et enrichissent les entreprises en question. Pour celles-ci il est vital d'avoir toutes les semences sous leur contrôle, afin d'être les seuls fournisseurs des agriculteurs.

Plus récemment, la notion de « service environnemental » est apparue. Elle implique que des éléments de la biodiversité, comme l'eau, la régulation du climat ou la

conservation du sol, peuvent être commercialisés et même cotés en bourse, ouvrant la voie à la « spéculation sur la nature ». La valeur de ces services dépendant nécessairement de l'offre, plus il y aura de destruction, plus ils seront rentables. C'est ce qu'on appelle « économie verte ».

Qu'implique cela pour les populations locales et, surtout, pour la biodiversité et la souveraineté alimentaire ?

Cela implique davantage de pression sur les ressources naturelles et sur la diversité biologique dont dépendent ces populations, ainsi que l'expulsion de milliers de personnes. Dans les cas où leur permanence sera acceptée, les habitants ne pourront plus interférer avec les ressources naturelles, ce qui représente un manque de respect à l'égard de leur culture et diminue leur souveraineté alimentaire, par exemple quand on leur interdit de faire des cultures de subsistance, comme on voit déjà dans divers endroits du monde. Ainsi, ils perdent la maîtrise de leur territoire, ils perdent leur autonomie.

C'est pourquoi il est très important que les communautés essaient de bien comprendre les propositions « vertes » qu'on leur fait, du mécanisme pour le carbone forestier (REDD+) à la vente de services environnementaux. En général, on les leur présente comme quelque chose de bon, qui bénéficierait à la communauté et améliorerait l'environnement. En fait, il s'agit de systèmes qui, par leurs propres caractéristiques, tendent à dégrader l'environnement et qui, par le contrôle qu'ils prétendent exercer sur les territoires des populations indigènes, traditionnelles et rurales, ont une profonde influence sur la souveraineté alimentaire des millions de personnes du monde entier qui souhaitent conserver leurs modes de vie.

[1] Voir <http://www.rodaleinstitute.org/fst30years>

[index](#)

---

### **– Nyéléni : un nom de femme pour la lutte pour la souveraineté alimentaire**

En Afrique circule depuis des années l'histoire d'une femme malienne appelée Nyéléni, qui défia le pouvoir patriarcal dans le domaine de l'agriculture, une activité considérée comme uniquement masculine. En plus d'être supérieure aux hommes dans de nombreuses compétences agricoles, Nyéléni réussit à vaincre l'aridité du territoire et à domestiquer des produits agricoles tels que le fonio et le samio, ce qui lui permit d'alimenter toute la population du Mali

Les forums sur la souveraineté alimentaire, qui commencèrent en 2007 au Mali, organisés par La Vía Campesina et par d'autres organisations sociales dans le but d'affermir le concept de souveraineté alimentaire, prirent le nom de Nyéléni, ainsi que le bulletin créé plus tard comme outil de communication du forum pour poursuivre la lutte pour la souveraineté alimentaire.

Le bulletin Nyéléni ([www.nyeleni.org](http://www.nyeleni.org)) a fêté son premier anniversaire et l'a célébré en rappelant que, « au quotidien, les femmes doivent faire face à des problèmes tout simplement parce qu'elles sont des femmes : dans la campagne comme dans la

ville, elles sont confrontées à un système économique qui les rend victimes de discrimination, parce qu'il est capitaliste et patriarcal. Un système basé sur la séparation entre production et reproduction, qui place les activités de marché dans la première catégorie et les tâches souvent réalisées par les femmes dans la seconde, rendant invisibles les liens entre les deux ».

L'article souligne aussi : « En opposition à cette séparation, l'économie féministe souhaite élargir la notion de travail et la différencier de celle d'emploi (travail rémunéré ou de marché) pour inclure dans la définition du travail les tâches de reproduction biologique et sociale, c'est-à-dire les tâches ménagères, communautaires et de soin. La souveraineté alimentaire suit les mêmes idées, puisqu'elle reconnaît le travail fondamental réalisé par les femmes, et qu'elle implique la redistribution égalitaire des tâches entre tous les membres du foyer ».

Dans ce sens, l'agro-industrie est un exemple très didactique des effets que produit sur la vie des femmes l'économie patriarcale et capitaliste, basée sur le système d'exploitation et de concentration qu'appliquent les grandes entreprises : « les coûts sociaux, le déplacement de paysans et paysannes et l'exploitation des personnes en matière de salaire, et d'autres coûts moins visibles, liés à la division sexuelle du travail. Dans les secteurs fortement mécanisés, comme la culture du soja ou de la canne à sucre, les postes les plus qualifiés sont occupés par des hommes, tandis que les femmes sont embauchées pour des tâches d'appui, comme le nettoyage et la cuisine. En revanche, dans les secteurs intensifs tels que la production de fruits ou de fleurs, on engage des femmes pour leur habileté à accomplir les tâches les plus délicates (par exemple, l'emballage des fruits), mais sans que cela implique une reconnaissance économique particulière : en fait, on engage en général des femmes jeunes, moyennant un maigre salaire et sans reconnaître leurs droits en tant que travailleuses ».

Dans le cas de la culture de l'eucalyptus, les femmes sont chargées aussi bien du maniement des jeunes plants – une tâche délicate – que de l'application de produits toxiques, parce qu'on considère qu'elles sont plus « responsables » que les hommes, bien que les risques pour leur santé soient plus nombreux du fait de leur condition de femmes.

Un des articles du bulletin Nyéléni n° 6

([http://www.nyeleni.org/DOWNLOADS/newsletters/Nyeleni\\_Newsletter\\_Num\\_6\\_FR.pdf](http://www.nyeleni.org/DOWNLOADS/newsletters/Nyeleni_Newsletter_Num_6_FR.pdf))

dit que, « dans la pratique, on observe que l'accent mis sur l'économie de marché tend à accroître les disparités déjà existantes, aussi bien l'exploitation salariale associée à l'agro-industrie que l'accès différencié à la terre des hommes et des femmes. Selon la FAO [2], à mesure que les terres sont commercialisées et deviennent moins disponibles, on observe que les hommes des familles réduisent l'accès à la terre dont jouissaient les femmes et, plus particulièrement, les veuves et les divorcées. Et bien que les femmes représentent en moyenne 43 % de la force de travail agricole dans les pays en voie de développement [3], elles ne possèdent que moins de 15% des terres dans le monde entier [4]. Le fait de refuser aux femmes un accès égalitaire à la terre, non seulement en termes de propriété privée mais aussi de droits via la location de terres publiques, ne fait que détériorer leur situation aux plans économique, social et politique. Le système patriarcal établit que

la terre s'hérite par la voie paternelle, et les femmes ne peuvent y accéder que par l'intermédiaire de leurs fils, leurs maris ou d'autres hommes de leur famille. De plus, le patriarcat a toujours mis les femmes dans une position qui leur permet d'utiliser la terre mais non de la posséder ».

Dans le cas des femmes des peuples forestiers, leur expulsion de leur territoire par des projets industriels et des programmes de zones protégées a dégradé leur situation, par rapport à l'époque où leurs peuples vivaient de la chasse et de la cueillette. À cette époque-là, il est probable que les droits collectifs sur de grandes étendues de forêt permettaient aux femmes de décider avec autonomie le mode d'utilisation de la terre, et que leurs droits de chasse ou de cueillette ne dépendaient pas des hommes. À présent, dans bien des cas la perte d'accès aux ressources alimentaires de la forêt a un fort impact sur les femmes, principales responsables de fournir à la famille la nourriture quotidienne. Ainsi, ces projets portent atteinte non seulement à la situation de la femme mais aussi à la souveraineté alimentaire des peuples en question.

Les femmes se sont engagées dans la lutte, avec Nyéléni comme symbole des difficultés qu'elles doivent affronter et vaincre. Ainsi, les travailleuses rurales sans terre, expatriées dans leur propre pays et fatiguées de vivre dans la précarité, ont fait face au Brésil aux « déserts verts » d'eucalyptus des entreprises StoraEnso, Fibria, Suzano et Arcelor Mittal, financés par la BNDES ; en Inde, une centaine de femmes leaders de sept États se sont réunies à Dumka, au Jharkhand, pour se renseigner sur les droits des femmes selon la Loi des droits sur les forêts, et pour réclamer que les 7,5 millions d'hectares de terres boisées soient placées sous l'autorité des communautés et sous la direction des femmes (voir le bulletin n° 165 du WRM) ; en Papouasie-Nouvelle-Guinée, les femmes s'associent contre les plantations de palmier à huile (voir le bulletin n° 152 du WRM) ; en Afrique, elles ont créé le Réseau de femmes africaines pour la gestion communautaire des forêts (REFACOF) afin de défendre les droits des femmes à la terre et à la forêt en Afrique centrale et occidentale.

La résistance continue et, comme elles l'ont annoncé en Argentine (voir le bulletin n° 158 du WRM), « nous résisterons et nous continuerons de lutter aussi longtemps qu'il faudra, non seulement contre l'expansion des plantations d'arbres exotiques et des grands projets des entreprises papetières, mais contre la marchandisation de la vie et l'affaiblissement de l'autonomie des femmes. Nous, les femmes, nous avons la capacité de faire que 'des choses nouvelles arrivent', et nous sommes en train de le faire ».

[1] À partir du développement industriel, « seuls seront considérées comme travail les activités des salariés et celles des travailleurs indépendants ; les activités non rémunérées réalisées par les membres de la famille pour couvrir leurs propres besoins n'entrent plus dans cette catégorie. Ainsi, la définition originelle de travail ne s'applique plus qu'aux activités qui possèdent les caractéristiques du travail de marché ». (Cristina Carrasco, 2001, La sostenibilidad de la vida humana, ¿un asunto de mujeres ?)

[2] Género y Tierra. Igualdad de condiciones, rapport de la FAO, 2007.

[3] FAO, 2011.

[4] International Center for Research on Women, 2006.

[index](#)

---

### **– La technologie Terminator dans la culture d'aliments et d'eucalyptus transgéniques : une menace pour la souveraineté alimentaire**

*« Je viens d'une famille qui considère les semences comme sacrées. Au temps de mon père, les voisins pouvaient dormir tranquilles, parce qu'ils savaient qu'il avait des semences en réserve. »* (Un agriculteur familial de Paraíba)

Les semences sont le plus grand patrimoine des agriculteurs. Elles sont la base de la production agricole et, par conséquent, de l'alimentation de n'importe quel pays. Tout au long de dix mille ans, des communautés d'agriculteurs, d'indigènes et d'autochtones ont amélioré et multiplié leurs semences librement, et ils ont fait de l'échange de semences une occasion d'union et de partage entre les peuples et les nations.

C'est la raison pour laquelle des traités comme le Traité international sur les ressources phytogénétiques utiles à l'alimentation et à l'agriculture – TIRFAA, (articles 5, 6 et 9) – et la Convention sur la diversité biologique – CDB (art. 10c et 8j) – protègent et encouragent le renforcement des pratiques communes, comme le stockage, l'échange, la vente et l'amélioration de semences sur place (dans les unités de production), car elles sont fondamentales pour la conservation de la diversité biologique agricole des pays.

C'est seulement au cours des 40 ou 50 dernières années que les semences sont devenues une grande affaire. De petites modifications introduites par les multinationales peuvent être brevetées et les semences, qu'on a toujours pu échanger librement, ont été privatisées, passant des mains des agriculteurs, c'est-à-dire des citoyens de chaque pays, à celles des grandes entreprises.

Avec le développement des organismes transgéniques, les entreprises ont mis en place un type de modification génétique qui leur permet de garder un contrôle total des semences, de sorte que les agriculteurs, et même les grands producteurs, dépendent absolument des multinationales pour obtenir leurs semences. Notre alimentation sera ainsi contrôlée par quatre ou cinq entreprises qui dominent plus de 60 % du marché mondial de semences. Ce nouveau type d'organisme transgénique est appelé *Terminator*.

*« Mon père en avait l'habitude, il semait une année, ensuite il sélectionnait, il égrenait tout à la main, je me rappelle que je l'aidais, c'était joli d'égrener comme ça. Alors, vous imaginez, avec des semences comme celles-là, cette tradition disparaîtrait, n'est-ce pas ? Et puis, elles ne pourront pas être utilisées à nouveau. »* (Un agriculteur familial de Paraná)

La technologie *Terminator* (« exterminateur » d'après l'anglais) concerne des modifications génétiques que l'on fait pour que les plantes produisent des graines

stériles, c'est-à-dire qu'elles ne se reproduisent pas. Dans les milieux scientifiques, on l'appelle GURT, sigle en anglais de « technologies génétiques de restriction de l'utilisation ». Ainsi, on contrôle biologiquement l'usage que chacun en fait, puisque les graines d'une variété *Terminator* que l'on garde après la récolte ne pourront pas être semées à la saison suivante parce qu'elles ne germineront pas, elles seront mortes.

*« C'est comme si nous étions programmés pour mourir. Comme si nous savions que nous allons mourir à une date déterminée. Comme si nous étions ici pour peu de temps ; la récolte finie, nous mourrions. Voilà ce qu'ils prévoient pour les semences. »*  
(Un agriculteur familial de Sao Paulo)

Quelles sont les conséquences possibles de cette technologie ?

Un groupe d'experts engagés par les Nations unies a évalué les effets potentiels des GURT sur les agriculteurs familiaux, les paysans et les communautés traditionnelles, et il a conclu qu'ils représentent une forte menace pour la souveraineté et la sécurité alimentaires de ces communautés.

Parmi les effets négatifs de la technologie *Terminator* mentionnés dans le rapport des experts figurent les suivants :

- Elle peut diminuer et limiter les pratiques traditionnelles d'échange de semences ;
- elle peut réduire la capacité d'innovation et les connaissances des communautés sur l'amélioration des plantes ;
- elle peut réduire ou affecter négativement la diversité biologique agricole locale, et détériorer ainsi les systèmes de connaissance traditionnels ;
- elle peut mener à la dépendance ou à la perte de récoltes ;
- elle peut causer des modifications écologiques négatives qui seraient irréversibles, du fait du croisement de variétés *Terminator* avec des plantes normales.

La justification la plus récente pour utiliser les GURT est qu'elles représenteraient une « mesure de biosécurité » pour éviter que les variétés transgéniques contaminent les plantes conventionnelles ou agro-écologiques.

Cet argument est particulièrement pervers, car il peut donner lieu à la situation suivante pour les agriculteurs familiaux et les paysans : même en admettant qu'il n'y aurait pas de continuité dans la contamination, le fait est que cette contamination existerait dans la première génération, et que l'agriculteur conventionnel ou biologique contaminé perdrait ses semences à partir de là, parce qu'elles seraient contaminées par le *Terminator* . C'est-à-dire que si la contamination ne se poursuivait pas, ce serait parce que les graines de l'agriculteur contaminé seraient devenues, elles aussi, stériles.

Pour ces raisons parmi d'autres, les 193 pays membres de la Convention sur la diversité biologique ont pris en 2000 la Décision V/5, qui laisse en suspens

l'application des technologies de restriction d'utilisation. Cette suspension a été renouvelée par les diverses CdP, y compris la CdP 10 qui a eu lieu à Nagoya, comme le signale la Division de l'environnement d'Itamaraty (Aviso n° 10/DEMA/CGFOME/AFEPA/SEAN BRAS) du 23 avril 2010.

*« C'est une technologie qui réduit l'autonomie des petits agriculteurs, parce qu'elle ne fortifie que les grandes entreprises qui produiront les semences. On va priver l'agriculteur de la possibilité de sélectionner les semences, de les garder comme il en a l'habitude, comme il a appris à le faire avec son père, sa mère, son grand-père. »* (Un agriculteur familial de Maranhão)

### **Quelle est la situation au Brésil ?**

À l'heure actuelle, la Loi sur la biosécurité interdit *« l'utilisation, la commercialisation, l'enregistrement, le brevetage et l'autorisation de technologies génétiques de restriction de l'utilisation »* (Loi n° 11.105, art. 6), qui impliquent la génération de structures reproductives stériles ou l'activation et la désactivation des gènes associés à la fertilité des plantes par des moyens chimiques extérieurs.

Or, malgré la suspension internationale et l'interdiction nationale, des projets de loi essaient d'autoriser la commercialisation de semences *Terminator* au Brésil. Le premier est le PL 268/07, présenté à l'origine par Mme Katia Abreu, aujourd'hui sénateur (DEM-GO), et signé maintenant par le député Eduardo Sciarra du DEM-PR ; le deuxième est le PL 5575/09, présenté en 2009 par le député Cândido Vacarezza (PT-SP) qui n'a jamais joué aucun rôle dans le domaine de l'agriculture. L'année dernière, la « Campagne pour un Brésil écologique et sans organismes transgéniques » a dénoncé que le fichier qui contient le projet de loi en question et qui est disponible sur le site web de la Chambre des députés... provient de l'ordinateur d'une des avocates de l'entreprise Monsanto ! Cela montre clairement quels sont les intérêts cachés derrière ce projet de loi. Les démarches dans la Chambre ayant été très critiquées, on vient de proposer de créer une commission spéciale pour les faciliter.

*« Il y a d'abord la misère. De quoi vivons-nous, les petits agriculteurs ? De nos propres semences ! Nous ne pouvons pas acheter les semences ! Nous les produisons nous-mêmes. Vous imaginez la misère que cela peut provoquer ? Parce que l'agriculteur ne pourra pas planter les semences qu'il a. Alors, au lieu d'aider l'agriculteur, on ne lui apportera que plus de misère. »* (Une agricultrice familiale de Paraná)

*« Je crois que la perte de ces semences aurait un fort impact au Brésil, puisque l'agriculteur deviendrait dépendant, il devrait chaque année acheter les semences aux multinationales. Pour nous, cela représente une régression dans le progrès culturel des communautés. En outre, ce qui alimente aujourd'hui le Brésil c'est l'agriculture paysanne, et nous, qui devons garder les semences dès que nous les retirons, nous n'avons pas les moyens nécessaires pour acheter de nouvelles semences tous les ans. »* (Un agriculteur familial de Paraná)

Au Brésil, les pressions pour que les arbres transgéniques soient approuvés augmente de jour en jour. Alors que la plupart des pays membres de la CDB se méfient des arbres transgéniques, certains autres ont réussi à obtenir que chacun

puisse décider, à ses risques et périls, de les approuver. Pourtant, les risques augmentent, le pollen des arbres se disperse sur des distances beaucoup plus grandes, rendant la contamination plus probable. Les progrès de la biologie synthétique pour l'utilisation de la cellulose comme agrocombustible font que les entreprises transnationales exercent de fortes pressions en faveur de l'approbation de l'eucalyptus transgénique, déjà à l'étude à la CTNBio.

Comme nous l'avons dit, un des arguments pour utiliser la technologie *Terminator* est que cela permettrait d'éviter la propagation de la contamination. Pourtant, d'après les chercheurs, cette technologie est très instable, elle a beaucoup de défauts, de sorte que même si les arbres sont programmés pour ne pas germer, ils risquent de germer quand même, de sorte que le risque de contamination se maintient.

Au Brésil comme dans le reste des pays, il faut un grand processus de mobilisation sociale, afin d'éviter à tout prix l'approbation de cette technologie. En plus des risques évidents qu'elle comporterait pour l'environnement, pour la société et pour la santé humaine, la technologie *Terminator* pourrait condamner les agriculteurs à dépendre absolument des sociétés transnationales, qui contrôleraient la production agricole et sylvicole de nos pays, de sorte que notre agriculture, nos agriculteurs et notre alimentation seraient à la merci de leur volonté et de leurs intérêts économiques.

*« Toute la nation en subira les conséquences, parce que c'est la souveraineté alimentaire qui est en jeu. Du moment que cette technologie sera entre les mains de cinq ou six entreprises, des millions de personnes dépendront d'elles et elles feront ce qu'elles voudront. Nous n'avons jamais eu besoin de tout cela ; si nous avons tant avancé c'est parce que notre manière de faire les choses était correcte ».* (Un agriculteur familial de Santa Catarina)

Julian Perez-Cassarino (Campahna Terminar Terminator – Brasil) et Larissa Packer (ONG Terra de Direitos)

*Les témoignages cités sont extraits de la vidéo "Terminator: sementes transgênicas da morte" (Terminator : les semences transgéniques de la mort). Pour y accéder, veuillez contacter [julianperez7@gmail.com](mailto:julianperez7@gmail.com).*

[index](#)

---

## **MENACES A LA SOUVERAINETE**

**– Ouganda : l'entreprise New Forests Company. Le FSC légitime l'expulsion de milliers de personnes et la vente de crédits de carbone**

L'organisation britannique Oxfam vient de publier un rapport sur les activités de l'entreprise anglaise New Forest Company (NFC). Cette entreprise possède 2 000 hectares de plantations d'arbres en Ouganda, en Tanzanie, au Rwanda et au Mozambique, et elle a passé des contrats avec les gouvernements d'autres pays qui portent sur près de 90 000 hectares. Elle affirme que le bois produit pourra satisfaire les besoins de la population, évitant ainsi le déboisement des forêts indigènes. En

Ouganda, elle a planté depuis 2006 près de 9 300 hectares de pins et d'eucalyptus, dans des terres que le gouvernement lui a accordées en concession.

L'entreprise a obtenu du financement pour son projet : 5 millions d'euros de la Banque européenne d'investissement (BEI) pour élargir ses plantations en Ouganda, et 6,7 millions USD supplémentaires du fonds d'investissement Agri-Vie Agribusiness Fund, un fonds soutenu, entre autres, par la Banque mondiale. Cependant, le principal investissement pour les activités de l'entreprise (10 millions USD) est celui de la banque privée HSBC.

Comme si toutes ces ressources n'étaient pas suffisantes, l'entreprise veut obtenir davantage d'argent grâce à la vente de crédits de carbone, par l'intermédiaire du Mécanisme de développement propre du Protocole de Kyoto. En achetant des crédits sur le carbone censément « stocké » dans les arbres plantés par la NFC, les entreprises polluantes du Nord pourront continuer à polluer et à aggraver la crise climatique.

Bien que l'entreprise affirme qu'elle applique des critères écologiques et sociaux strictes, et que ses plantations soient certifiées par le Conseil de gestion forestière (FSC), l'équipe d'Oxfam a constaté que, dans la période 2006 – 2010, plus de 22 000 habitants des districts de Kiboga et de Mubende avaient été expulsés de leurs terres, parfois même par des moyens violents, pour faire de la place aux plantations de la NFC. Celle-ci admet qu'il a fallu déplacer des personnes, mais nie qu'elle ait participé aux expulsions.

Parmi ces 22 000 personnes, beaucoup affirment qu'elles ont vécu pendant quarante ans dans ces terres, où il existait toute une infrastructure avec écoles et polycliniques. Pourtant, d'après l'entreprise, 31 familles seulement auraient des titres de propriété ; la situation des autres serait illégale et l'entreprise les qualifie de squatters.

Le rapport publié par Oxfam [1] montre que ces personnes n'ont pas été consultées. Il montre surtout le désespoir de cette population, aujourd'hui sans terre et sans possibilités d'avenir. Dans certains cas, les maisons et les champs ont été tout simplement détruits. La souveraineté alimentaire de la population de deux districts en a été profondément affectée. Une des personnes expulsées affirme : « J'ai perdu ce que j'avais. Là où je suis maintenant, mes enfants pleurent tous les jours. Je ne peux pas les entretenir, ils ne peuvent pas aller à l'école, même pour manger on a des problèmes ».

Cependant, dans le document descriptif du projet présenté à l'ONU en 2011 pour pouvoir vendre des crédits de carbone, l'entreprise affirme que les personnes ont cédé leurs terres « volontairement et de façon pacifique ». D'autres investisseurs ont déclaré à Oxfam que le projet coïncidait avec leurs critères et leurs précautions en matière de société et d'environnement.

Oxfam exige la réalisation urgente d'une enquête indépendante, pour identifier les responsables des violations commises et pour que celles-ci soient réparées avec justice.

Ce qui attire notre attention est que, même si la légalité invoquée par l'entreprise

avait un quelconque fondement, ses pratiques n'ont décidément rien d'éthique d'après les témoignages et les récits des personnes qui ont été expulsées des terres où elles vivaient depuis si longtemps, où les mères élevaient leurs enfants. Il s'agit d'une violation très grave des droits de ces personnes.

Ce qui est également étonnant est que l'entreprise ait obtenu le label FSC, par lequel cette organisation de certification affirme qu'il s'agit d'une entreprise « socialement juste ». Dans un rapport d'évaluation de 2010, le FSC affirme même que, dans le cas des expulsions, « l'entreprise a adopté des moyens pacifiques et agi de façon responsable ». Cela montre, une fois de plus, que le FSC fortifie les grandes entreprises tout en contribuant à affaiblir et à déstructurer les communautés touchées par les plantations industrielles certifiées, et qu'il est même capable de légitimer l'expulsion de 22 000 personnes !

Pour compléter le tableau, le FSC finit par cautionner ce qui représente peut-être le plus grand intérêt de cette entreprise anglaise pour mettre en œuvre un tel projet dans un pays africain : les bénéfices futurs qu'elle pourra obtenir pour sa maison-mère à Londres et pour ses actionnaires, grâce à la vente du service environnemental du carbone.

[1] Pour plus de renseignements sur ce cas, veuillez consulter le rapport d'Oxfam sur lequel est basé le présent article, à l'adresse <http://www.oxfam.org/en/policy/new-forests-company-and-its-uganda-plantations-oxfam-case-study>.

[index](#)

---

## **– Uruguay : l'industrie forestière et cellulosique met en échec la région laitière**

L'Uruguay est un pays agricole, et la production laitière y tient une place importante. La production laitière s'est développée surtout dans trois départements ; dans deux d'entre eux – San José et Colonia – on trouve une mosaïque d'exploitations familiales et une société locale organisée qui a atteint un bon niveau de vie et de revenus, de sorte que la région est une des plus productives et rentables du milieu rural uruguayen.

Or, cette situation est menacée par l'expansion de l'industrie forestière et cellulosique, qui exclut toute autre activité en raison de l'accaparement de terres qu'elle comporte.

La société Montes del Plata – un consortium constitué par l'entreprise chilienne Arauco et l'entreprise suédo-finnoise StoraEnso – est aujourd'hui propriétaire de 235 000 hectares, et elle a entrepris la construction d'une usine de pâte à papier qui sera la plus grande du pays. Cette usine se trouve dans un des départements laitiers, Colonia, situé dans le Sud-Ouest.

Dans l'industrie de la pâte, le coût du transport du bois du lieu où il est récolté à l'usine est un facteur très important pour le succès économique de cette activité. Dans le cas présent, les plantations d'arbres se trouvent à une distance de plus de 200 km, principalement dans les départements de Río Negro, Paysandú et Soriano,

ce qui représente un inconvénient pour l'entreprise.

Suite aux gestions d'un procureur de la République, on a pu savoir ces derniers temps que le gouvernement national avait accordé à Montes del Plata, dans un contrat d'investissement secret (voir le bulletin n° 166 du WRM), une série de bénéfices uniques et extraordinaires.

Un communiqué de presse du groupe Guayubira [1] dénonce que « parmi les bénéfices que le gouvernement a négociés en secret, figure le fait que le gouvernement et Montes del Plata sont convenus de faire 'de leur mieux pour obtenir une superficie de 100 000 hectares de [nouveaux sols déclarés aptes à la plantation d'arbres] qui puisse être plantée dans un rayon de 200 kilomètres de la future usine' ».

Pour ce faire, les autorités reclasseraient les sols, afin que des terres jusqu'ici affectées avec succès à la production laitière soient incluses dans la liste des sols prioritairement forestiers. Cette décision avantage énormément Montes del Plata, car elle lui permettrait de faire des plantations d'arbres à moins de 200 kilomètres de distance de son usine de pâte.

Dans le cas de San José, cette modification implique que le département pourrait avoir 22 % de sa superficie, soit 109 163 hectares, plantés d'arbres en régime de monoculture.

Dans le cas de Colonia, il s'agirait de 27 % du territoire, soit 164 251 hectares, susceptibles d'être plantés d'arbres.

Le communiqué de Guayubira prévient que l'introduction de plantations d'arbres pour la production de pâte à papier – une production très extensive par rapport à la production agricole existante – mettra en péril la survie des exploitations familiales dans ces deux départements.

« La concurrence fera sans doute monter les prix de vente et de location des terres, aggravant un problème traditionnel de la région laitière et de la zone à agriculture intensive du Sud-Ouest du pays, et faisant augmenter les coûts de production. D'autre part, les impacts et les externalités des plantations provoqueront des conflits multiples qui aboutiront à une profonde transformation de la région et de la société locale. Ses productions vedettes, le fromage à Colonia et le lait à San José, en pâtiront, et leur contraction se reflètera sur l'industrie laitière, sur les exportations, sur les fournisseurs d'intrants et de services, et sur la demande d'emploi », dit le communiqué.

Le groupe signale que « l'entreprise a déjà commencé à acheter des champs dans le département de San José » ; dans son communiqué, il prévient qu'il ne faudrait pas, « pour améliorer le rendement économique d'une grande entreprise aussi puissante que le consortium Montes del Plata, bouleverser l'aménagement territorial d'une région emblématique », et il exhorte le gouvernement, le système politique et les secteurs productifs à « analyser et réviser cette mesure, afin de parvenir à un développement authentique du milieu rural du pays ».

[1] “La cuenca lechera del Uruguay en jaque: 5.02 b es la clave”, communiqué de presse du groupe Guayubira, 25 octobre 2011, <http://www.guayubira.org.uy/2011/10/la-cuenca-lechera-del-uruguay-en-jaque-5-02-b-es-la-clave/>.

[index](#)

---

## **– Indonésie : REDD+, l'industrie minière et les plantations de palmier à huile menacent les moyens d'existence**

Les Dayak habitaient la forêt de Kalimantan bien avant que l'État indonésien actuel ne soit établi. Leur *adat* (coutume) avait garanti l'intégrité de la forêt et de l'environnement, jusqu'au moment où l'exploitation commerciale commença à dévaster et à envahir leur territoire coutumier. Depuis, ils ont dénoncé que les projets destructeurs imposés directement ou indirectement par le gouvernement pendant des décennies ont progressivement affaibli et appauvri les Dayak, car des permis et des concessions ont été accordés sans aucun contrôle et souvent illégalement, grâce à la corruption. Le réseau Yayasan Petak Danum (YPD) a signalé que, sur les 15,1 millions d'hectares que comprend le Kalimantan central, au moins 83 % (12,5 millions d'hectares) seront transformés ou détruits par des plantations de palmier à huile en régime de monoculture, des plantations industrielles d'arbres pour la production de pâte à papier, ou des concessions minières [1].

La semaine dernière, un groupe de dix anciens des tribus Dayak de cinq villages du Kalimantan central ont présenté leur cas au ministère des Forêts, à la Chambre des députés et à l'Agence nationale du territoire, à Jakarta. Ils ont dénoncé que l'expansion des plantations de palmier à huile, les concessions minières et aussi les projets REDD menacent d'anéantir le style de vie traditionnel des tribus Dayak du Kalimantan [2].

D'autre part, certains projets sont considérés comme des interférences extérieures. « Aucune intervention extérieure n'est nécessaire pour que les tribus protègent leurs forêts », a dit April Perlindungan, de la fondation Petak Danum, qui défend la conservation des forêts par les méthodes indigènes et qui soutient la cause des Dayak. « Ils n'ont pas besoin qu'on leur apprenne à planter des hévéas ou à pêcher en respectant l'environnement, cela fait partie de leur mode de vie. Il suffit de les laisser faire ce qu'ils ont toujours fait ». Il a mentionné le cas d'un travail de réhabilitation forestière entrepris à la suite du *Mega Rice Project* mis en œuvre au Kalimantan en 1996, où un million d'hectares de forêts de tourbière centenaires furent rasés pour y faire des rizières. « Des gens sont venus pour essayer de boucher les canaux qui avaient été creusés pour drainer les marais de tourbe, mais ils n'y sont jamais parvenus parce qu'ils n'ont jamais demandé l'avis des gens de la zone », a-t-il dit. « Or, de leur propre initiative, les gens du pays ont reboisé la région, ils ont creusé des rigoles pour rediriger l'eau vers les marais, et ils ont construit des étangs de poissons qui servent aussi de réservoirs. Ils ont toujours su comment protéger la forêt. »

Les leaders dayak ont aussi dénoncé de prétendus projets de conservation des forêts, comme le projet REDD+ dénommé *Kalimantan Forests and Climate*

*Partnership* (KFCP), qui relève du Partenariat Indonésie-Australie pour le carbone forestier (IAFCP) créé en 2008. En février 2011, dans une lettre adressée à la délégation australienne qui visitait le Kalimantan central, le réseau YPD signalait certains problèmes constatés au cours de leur surveillance des activités du KFCP dans les districts de Mantangai et de Timpah. L'YPD a dénoncé que les rapports sur le progrès du projet KFCP n'étaient pas objectifs, car « le personnel du KFCP étant payé au rendement, il a intérêt à fausser les rapports pour qu'ils soient positifs. Nous craignons que l'efficacité du KFCP en tant que projet pilote REDD+ ne soit compromise, faute d'informations précises et fiables dont on puisse tirer des enseignements. Or, tel devrait être le principal objectif d'un projet pilote ».

Ils ont contesté également le rôle des ONG internationales qui participent au projet REDD+, comme Borneo Orang-Utan Survival (BOS), dont l'YPD dit qu'elle « ne respecte absolument pas les droits des Dayak sur les forêts qui restent, et qu'elle les a réclamées comme zone de conservation pour la réhabilitation des orangs-outangs, sans consulter les communautés locales ». La communauté dayak a manifesté qu'elle ne croyait pas « que les ONG aient les compétences ou l'expérience nécessaires pour se charger de la réhabilitation écologique ou de n'importe quelle autre activité du projet dans la région ; d'ailleurs, elles sont payées par le projet ».

Pour l'instant, le projet KFCP n'a donné aucune assurance que les droits fondamentaux des Dayak, y compris celui de gérer les ressources naturelles sur les 120 000 hectares concernés, seront respectés. C'est pourquoi la devise des Dayak est « Sans droits, point de KFCP ».

Dans sa lettre à la délégation australienne, l'YPD précise : « le réseau a aidé les populations de 12 villages du sub-district de Mantangai, au moyen de notre Programme de base communautaire sur l'utilisation des tourbières, qui est fondé sur nos connaissances traditionnelles. Le plan a pour but de réduire la pauvreté et de restaurer les tourbières. Il nous a permis de réunir beaucoup d'information et nous avons beaucoup d'expérience sur la manière d'aménager la tourbière après sa destruction par le projet rizier » de 1996 dont nous avons parlé plus haut.

La lettre se termine par un avertissement : les fonds publics australiens risquent d'être gaspillés dans un projet de réduction des émissions inefficace, et l'Australie risque d'être accusée de provoquer, entre autres maux, « la perte des moyens d'existence de près de 15 000 personnes des 14 villages compris dans le projet KFCP, en les privant de leur droit d'accès aux ressources naturelles des tourbières et des forêts, qui ont toujours été la source de notre subsistance ».

*Article fondé sur des informations tirées de : [1] Lettre des leaders communautaires du réseau Yayasan Petak Danum (YPD) à la délégation australienne qui a visité le Kalimantan central en février 2011, <http://www.redd-monitor.org/wordpress/wp-content/uploads/2011/02/YPD-Letter-to-Australian-Delegation.pdf> ; [2] "Indonesia: Plantations, Mining and REDD a Threat to Dayak Indigenous Peoples," Fidelis E. Satriastanti, 25 octobre 2011, <http://www.thejakartaglobe.com/home/plantations-mining-and-redd-a-threat-dayak/473817>.*

## – Colombie : les plantations forestières menacent la souveraineté territoriale et alimentaire

Cela fait plus de 20 ans que les plantations d'arbres en régime de monoculture avancent en Colombie, au profit des sociétés transnationales, que les politiques officielles ne cessent de favoriser. Pour analyser cette expansion qui accapare des territoires, viole des droits et déplace des communautés, l'organisation CENSAT-Amis de la Terre Colombie a organisé à Bogotá, dans le cadre du Jour international contre la monoculture d'arbres (21 septembre), le forum « Plantations forestières en Colombie. Un regard critique ».

Dans les conclusions du forum [1] sont mentionnées quelques-unes des « aides » accordées à ces plantations et, en particulier, la loi n° 1377, qui régleme le reboisement commercial et qui introduit le concept de « *vuelo forestal* » ou droit de surface forestière. Cette figure juridique, qui s'applique spécifiquement au secteur des plantations commerciales, distingue les droits sur la terre des droits sur le couvert forestier, c'est-à-dire les arbres. Elle donne aux entreprises la possibilité de ne pas avoir à planter des arbres dans leurs propres terres pour obtenir des prêts, pour négocier le bois dans le marché financier ou pour comptabiliser ces arbres dans leurs actifs et leurs patrimoines. Ainsi, elles peuvent absorber la production des terres des petits ou moyens propriétaires.

Les plantations forestières ont été favorisées aussi par le décret n° 125 de janvier 2011, pris par le gouvernement à la suite de ce qu'il a appelé « état d'urgence économique, sociale et écologique dû à une grave calamité publique », par référence aux pluies et aux crues qui, d'après les chiffres officiels, avaient affecté 2 220 482 personnes. L'objectif était de « mettre en œuvre des projets de reboisement commercial dans les zones touchées par le phénomène de La Niña en 2010-2011, pour réhabiliter l'usage des sols aptes au reboisement, y compris les bassins des fleuves et les zones connectées avec eux ».

Ainsi, les inondations qui ont endommagé 925 000 hectares affectées à l'agriculture, à la production de lait et à l'élevage, sont devenues la justification idéale pour financer la monoculture, comme l'a dit Diego Rodríguez Panqueya dans sa présentation « Projection des plantations forestières en Colombie » qui figure dans le compte rendu du forum. Dans cette étude, Diego Rodríguez précise que « le modèle de développement avec un taux de déboisement élevé est la cause principale des impacts de la crise climatique dans laquelle se trouve le pays et, dans ce sens, les plantations forestières sont directement liées à l'état d'urgence, non parce qu'elles restaurent les forêts naturelles détruites et la stabilité des sols sur les pentes et dans les bassins hydrographiques, mais parce qu'elles sont une des causes de la déforestation, de la diminution de la diversité biologique, et de la perte de la fertilité et des propriétés du sol ».

Les plantations forestières ont accéléré l'érosion des pentes et elles font un usage intensif de produits chimiques toxiques. Dans certains cas, elles ont perturbé de façon irréversible le fonctionnement des écosystèmes et des communautés rurales. Malgré cela, le gouvernement a proposé comme objectif que le reboisement atteigne 280 000 hectares d'ici à 2014, date à laquelle il y aurait en Colombie plus d'un million d'hectares de plantations industrielles d'arbres.

Les mouvements sociaux ont réagi contre les grands projets et contre l'agro-industrie en organisant, le 29 septembre dernier dans la ville de Cali, le congrès Terres, territoires et souveraineté (CTTS) [2], auquel ont assisté 15 000 délégués, hommes et femmes, des organisations de paysans et de travailleurs de la campagne et des villes, des peuples indigènes et des descendants d'Africains.

La rencontre a abouti à la formulation d'une série de mandats. L'un d'eux consiste à « accélérer la libération de la Terre-Mère et la mise en œuvre participative de la réforme agraire. Nous ne permettrons pas que les latifundiums du trafic de drogues et du paramilitarisme, qui doivent être démantelés, soient remplacés par le latifundium des conglomerats agro-industriels. Bien au contraire, ces terres qu'on a volées au cours des siècles aux indigènes, aux paysans et aux descendants d'Africains doivent être restituées à nos communautés. Nous occuperons de façon pacifique ce qui nous appartient de droit depuis toujours ».

Ce mandat est complété par cet autre : « construire une économie des peuples propre et articulée, non subordonnée au marché mondial, qui garantisse la souveraineté et l'autonomie alimentaires et les savoirs relatifs aux semences, aux plantes et aux aliments. Nous allons renforcer les méthodes de production, de transformation, d'échange et de consommation qui soient appropriées à notre culture, socialement justes et en harmonie avec la vie, sans utiliser ni autoriser l'utilisation de produits agricoles toxiques ou d'organismes transgéniques ; nous empêcherons la production d'agrocombustibles, la monoculture d'arbres et celle d'autres espèces, qui mettent en danger notre souveraineté territoriale et alimentaire ».

Les peuples se sont prononcés : « Nous en avons assez. Nous en avons assez d'être consultés alors que ce sont d'autres qui décident. Nous voulons gouverner. Nous allons gouverner nos territoires ! »

*Article fondé sur des informations tirées de : [1] Memorias del Foro "Plantaciones forestales en Colombia. Una mirada crítica", 21 septembre 2011, Bogotá, Colombie, <http://www.nasaacin.org/attachments/article/2807/monocultivos.pdf> ; [2] Declaración Final del Congreso Nacional de Tierras, Territorios y Soberanías, 4 octobre 2011, <http://tinyurl.com/3b7664q>.*

[index](#)

---

## NOUVELLES BRÈVES

### – Belo Monte est occupé !

Des centaines d'hommes et femmes indigènes, de pêcheurs et de riverains ont occupé, le 27 octobre, le chantier d'un des projets hydroélectriques les plus grands du monde : le barrage de Belo Monte, dans l'État brésilien de Pará, qui aura des répercussions dévastatrices pour la vie de la population locale. La durée de l'occupation est indéterminée.

Il s'agissait d'une manifestation contre l'intransigeance dont le gouvernement a fait preuve dans les discussions, et contre la position adoptée par le gouvernement

brésilien, qui a refusé de se présenter à une audience convoquée à Washington par la Commission des droits de l'homme d'OEA, où il devait expliquer pourquoi les communautés concernées n'avaient pas été dûment entendues. Finalement, manifestants dénonçaient aussi la lenteur de la justice dans les décisions relatives aux plaintes, et demandaient la suspension des travaux en raison des nombreuses irrégularités qui ont été dûment constatées.

Quinze heures plus tard, les manifestants ont décidé de mettre fin à l'occupation, après que la justice, avec une rapidité surprenante et en réponse aux exigences du consortium qui construit le barrage, ait ordonné à la police de procéder à l'évacuation. De leur côté, les manifestants ont considéré que leur action avait été fondamentale et qu'elle constituait « le cadre d'une nouvelle alliance contre le barrage hydroélectrique ». Ils ont affirmé que « [leur] résistance contre ce projet [...] reste inébranlable ».

#### **– Enquête sur le bulletin du WRM**

Depuis 1997, nous publions chaque mois le bulletin électronique du WRM. À l'heure actuelle il est envoyé, en quatre langues, à plus de 15 000 abonnés. Ce mois-ci, nous mettons en route une enquête pour l'évaluer, afin de pouvoir l'améliorer et de faire en sorte qu'il accomplisse le mieux possible sa fonction : être une plate-forme d'information aller-retour et un outil pour les luttes des communautés.

Nous vous invitons à y participer en répondant à ce bref questionnaire, afin qu'il puisse être vraiment utile.

Pour ce faire, veuillez visiter le site

[https://www.surveymonkey.com/s/Bulletin\\_du\\_WRM](https://www.surveymonkey.com/s/Bulletin_du_WRM)

#### **– Déclaration « Arrêtez l'expansion des plantations industrielles d'arbres ! »**

Le 21 septembre dernier, à l'occasion du Jour international de lutte contre la monoculture d'arbres, des organisations sociales et environnementales d'Afrique, d'Amérique latine, d'Asie et d'Europe se sont réunies à Montevideo, Uruguay, pour échanger des connaissances et des expériences de résistance aux effets des plantations d'arbres. La réunion a produit une déclaration qui peut être lue sur [http://www.wrm.org.uy/plantations/21\\_set/2011/Declaration.html](http://www.wrm.org.uy/plantations/21_set/2011/Declaration.html) .

#### **– Le WRM dans Facebook**

Nous vous rappelons que nous sommes dans Facebook, à l'adresse <https://www.facebook.com/WorldRainforestMovement> . Vous y trouverez, entre autres choses, les photos de la dernière réunion internationale du WRM et celles de la sortie sur le terrain, ainsi que toutes les nouveautés qui alimenteront le site.

[index](#)

---

